

JUGEMENT N°092/20/CJ1/SII/TCC
DU 02 JUILLET 2020

Rôle Général
BJ/TCC/2020/0188

Tamegnon Chrysostome
MEVOGON

C/

GLOBAL SERVICE PLUS

OBJET

Paieement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Jacques HOUEGBE

Débats le 11 juin 2020 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé en premier
ressort à l'audience publique du 02 juillet 2020 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

Tamegnon Chrysostome MEVOGNON, chef d'entreprise,
de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Cotonou,
quartier Gbagoudo, tél. (229) 67 31 08 32 ;
Comparant en personne ;

DEFENDERESSE :

GLOBAL SERVICE PLUS régie par la loi 1901,
immatriculée sous le numéro 2010/0336/DEP-ATL-
LIT/SG/SAG-ASSOC du 15 juillet 2010, IFU :
3201201446910, dont le siège social est sis à Kouhounou-
Cotonou, 02 BP 1615 Cotonou, prise en la personne de son
promoteur, Jean-Philippe GUIDIBI, de nationalité
béninoise, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège,
Tel : (229) 61 44 44 44/ 94 97 07 07 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où Tamegnon Chrysostome MEVOGNON en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 25 février 2020, Tamegnon Chrysostome MEVOGNON a attiré GLOBAL SERVICE PLUS, devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir :

- sa condamnation à lui payer la somme de onze millions huit cent trente-cinq mille quatre cent cinq (11.835.405) FCFA représentant sa créance ;
- l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, Tamegnon Chrysostome MEVOGNON expose que dans le cadre de leurs relations commerciales, et suivant protocole d'accord en date du 02 juin 2017, il a souscrit aux offres de partenariat de GLOBAL SERVICE PLUS, en investissant dans la pisciculture ;

Que son investissement devrait générer des avantages pécuniaires suivant une périodicité bien définie ;

Que plusieurs échéances sont passées, sans que rien ne lui soit affecté en termes de fruits de son investissement ;

Qu'ainsi, les échéances se sont accumulées, donnant à ce jour un montant total impayé de onze millions huit cent trente-cinq mille quatre cent cinq (11.835.405) FCFA ;

Que les correspondances qu'il a adressées à GLOBAL SERVICE PLUS à l'effet de la voir respecter ses engagements ont reçu des réponses peu convaincantes ;

Qu'il lui a fait signifier une notification du protocole d'accord aux fins de s'y conformer ou de payer suivant exploit en date du 30 octobre 2019 ;

Qu'à ce jour, GLOBAL SERVICE PLUS n'y a donné aucune suite ;

Qu'il craint de voir s'évaporer son investissement ;

GLOBAL SERVICE PLUS, assignée à son siège, n'a pas comparu ;

1- Sur le paiement sollicité

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ;

Que quiconque s'oblige doit être contraint à honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte des pièces du dossier, et notamment des dispositions des points g et h de l'article 4 du protocole d'accord en date du 02 juin 2017, que GLOBAL SERVICE PLUS s'est engagée à verser mensuellement à Tamegnon Chrysostome MEVOGNON la somme de cent cinquante mille (150.000) FCFA, à compter du 03 octobre 2017 et sur une durée de quarante-deux (42) mois soit en tout, 11.835.405 francs CFA en contrepartie de son investissement ;

Que par la suite, elle n'a pas procédé auxdits versements ;

Que la signification qui lui a été faite le 30 octobre 2019 est restée infructueuse ;

Que c'est à bon droit que Tamegnon Chrysostome MEVOGNON sollicite la condamnation de GLOBAL SERVICE PLUS à lui payer sa créance ;

2- Sur l'exécution provisoire sur minute

Attendu que l'exécution provisoire lorsqu'elle n'est pas de droit, peut être accordée en cas de péril en la demeure ;

Que l'exécution sur minute n'est ordonnée que si le temps nécessaire à l'exécution de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que GLOBAL SERVICE PLUS n'a pas exécuté ses obligations contractuelles et même le protocole d'accord intervenu entre eux, est resté sans effet ;

Que cette situation caractérise le péril nécessaire à l'exécution provisoire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée, n'est pas justifiée ;

Qu'il n'y a lieu à exécution sur minute ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne GLOBAL SERVICE PLUS à payer à Tamegnon Chrysostome MEVOGNON la somme de onze millions huit cent trente-cinq mille quatre cent cinq (11.835.405) francs FCFA au titre de sa créance ;
- Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de moitié de cette condamnation ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne GLOBAL SERVICE PLUS aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT